



Grève interprofessionnelle du 9 avril 2015

Appel des organisations syndicales FNEC FP FO, SNFOLC63, SNETAA FO, SNUDI FO, CGT Educ'action, SUD Education, SNES FSU, SNEP FSU, SNUEP FSU, SNUipp FSU

Les organisations syndicales signataires dénoncent les politiques d'austérité poursuivies par les gouvernements successifs. Elles rejettent le pacte de responsabilité qui se traduit par 50 milliards de coupes budgétaires et ampute les budgets de la protection sociale et des services publics. Elles dénoncent le gel des traitements depuis 2010 et ses conséquences désastreuses pour les personnels et revendiquent leur augmentation immédiate. Cette politique épargne bien sûr les revenus des actionnaires. Les dividendes des entreprises du CAC 40 ont été de 62 milliards, en hausse de 30 % par rapport à 2013 pendant que le RSA plafonne à 500 € et que l'indemnisation du chômage est sans cesse contestée.

L'Education Nationale n'échappe pas à l'austérité

Les créations d'emploi prévues la rentrée 2015 ne permettront pas de couvrir les besoins nécessaires, tant dans le 1^{er} degré que dans le 2nd degré. La réforme de l'Education Prioritaire à moyens constants met les écoles comme les collèges en concurrence. La réforme des rythmes scolaires a désorganisé les écoles. Elle alourdit la charge de travail des enseignants et renforce les inégalités entre les territoires. La mise en œuvre des projets éducatifs territoriaux génère une confusion entre les temps scolaires et périscolaires. Cela conduira inévitablement à de nouvelles dégradations sur le terrain pour les élèves comme pour les personnels, notamment avec des effectifs de plus en plus lourds dans les classes.

Une réforme territoriale, pour quoi faire ?

Dans cette gestion nouvelle qui s'annonce sous les traits de la **réforme territoriale**, les **compressions de postes** feront loi. En 8 ans l'académie de Clermont-Ferrand a déjà perdu 176 postes d'administratifs. Dans le supérieur, la loi Pécresse sur l'autonomie des Universités a conduit à de nombreuses suppressions de postes et de licenciements de contractuels, des fusions d'universités et des fermetures de filières.

L'avenir des petits établissements du 2nd degré est clairement menacé par la création de la future Région, avec son lot de suppressions de postes administratifs et enseignants.

Nous dénonçons la priorité donnée à l'apprentissage par les pouvoirs publics, mise en œuvre avec le concours des régions, au détriment de l'enseignement professionnel public.

Nous dénonçons l'alourdissement des missions des personnels et la dégradation de leurs conditions de travail et réaffirmons notre opposition à la logique indemnitaire. Dans l'immédiat, nous nous opposons au décret sur les Indemnités pour Missions Particulières dans le 2nd degré, facteur d'arbitraire, d'inégalités, permettant la création d'une hiérarchie pédagogique intermédiaire au sein des corps enseignants.

Attachés aux valeurs d'égalité, de liberté, et de laïcité, nous réaffirmons notre attachement au caractère national de l'enseignement et au statut national des personnels.

Convaincues que l'heure est à la lutte commune des salarié-e-s du public et du privé, les organisations syndicales SNFOLC, SNETAA FO, CGT Educ'action, SUD Education, SNES FSU, SNEP FSU et SNUEP FSU appellent à organiser dans les établissements la préparation de la grève interprofessionnelle du 9 avril, dans une dynamique de mobilisation unitaire (assemblées générales, heures mensuelles d'information syndicale).

Pour la défense de l'Ecole publique, laïque et gratuite, il faut d'autres choix budgétaires !

- Pour l'arrêt des politiques d'austérité, renforcées par le Pacte de responsabilité qui déstabilisent et fragilisent les services publics et leurs missions
- Pour une augmentation générale des salaires et des mesures compensatoires de rattrapage des pertes subies depuis des années.
- Pour la création d'emplois statutaires permettant le bon accomplissement de toutes les missions de service public.
- Pour l'arrêt des recrutements de salariés précaires et pour la titularisation de celles et ceux déjà engagés.
- Pour le maintien et l'amélioration des statuts des personnels qui sont autant de garanties pour la Fonction publique et les citoyens.

**jeudi 9 avril, grève et manifestation dans toute la France
Clermont-Ferrand, Place du 1er mai à 10H 30**